

*Initiatives parlementaires*

toujours. La possibilité de faire les choix qui m'ont été enlevés me manquera également. Lorsque je songe à certaines situations que j'ai été contraintes de vivre pendant mon enfance, je ne cesse de penser: pauvre petite fille, pauvre petite fille.»

La violence faite aux femmes est un voleur qui s'empare des choses qui nous sont le plus chères: l'amour entre un mari et sa femme, la confiance entre un parent et son enfant, la capacité de vivre sans crainte et un état de santé mentale qui nous permet de jouir de la vie et d'y participer pleinement.

Bon nombre d'entre nous sont fiers du sens d'égalité et de franc jeu qui caractérise le Canada. Nous croyons depuis longtemps vivre dans une société du progrès, qui place la compassion et le respect des personnes de toutes les conditions sociales au centre de notre caractère national. Mais la tragédie à l'École polytechnique et la violence qui frappe quotidiennement dans nos foyers et dans nos rues nous rappellent qu'il nous reste encore beaucoup de chemin à faire.

La violence contre les femmes est profondément enracinée dans notre société. Elle est fondée sur des attitudes et des stéréotypes qui encouragent la croyance que les femmes sont subordonnées aux hommes. Les points de vue stéréotypés disent que l'homme est le chef du ménage, que la femme doit honorer son partenaire et lui obéir et que les enfants doivent être vus, mais pas entendus. Ces stéréotypes créent un grave déséquilibre entre hommes et femmes et entre adolescents et adolescentes. On s'attend d'une part que les hommes contrôlent et dominent, d'autre part, que les femmes et les filles soient dépendantes et vulnérables.

Lorsqu'on ajoute de tels stéréotypes à la tolérance de la société envers la violence, on débouche sur un mélange explosif et parfois mortel, c'est-à-dire des hommes qui abusent de leur pouvoir, des hommes qui se retournent contre leurs proches, des hommes qui usent de violence pour calmer leur colère et leurs frustrations.

Comment s'étonner alors de voir que des femmes reçoivent des coups de pied ou des gifles et qu'on les frappe avec des objets durs ou des couteaux. Comment s'étonner de voir que chaque année, au Canada, une centaine de femmes sont tuées par leurs compagons et qu'en 1990 on a enregistré 27 000 cas d'agression sexuelle. Comment s'étonner de voir que quatorze jeunes femmes innocentes tombent brutalement sous les balles simplement parce qu'elles sont des femmes.

Les Canadiens ont longtemps essayé de détourner les yeux, de se dire que c'était «l'affaire des autres» et qu'on ne devait pas laver le linge sale de la violence en public. Il y en a qui estiment encore que la violence devrait être une affaire qu'on règle en privé.

La vérité, cependant, c'est que la violence contre les femmes n'est pas «l'affaire des autres». C'est notre affaire. C'est l'affaire de nous tous. Lorsque nous détournons les yeux, nous devenons des complices tacites. Lorsque nous croyons que la violence est l'affaire des autres, nous nous déchargeons de la responsabilité de son existence. Lorsque nous refusons de laver le linge sale de la violence en public, nous passons sous silence le triste sort de milliers de femmes qui ont besoin de notre aide et de notre compassion.

● (1140)

Lorsque nous faisons de la violence une affaire qu'il faut régler en privé, nous nous rendons complices des sexistes qui font passer les femmes pour des êtres que l'on peut maltraiter, violer et tuer. Aussi longtemps que des femmes seront battues par leur mari, aussi longtemps que des femmes seront sexuellement agressées par leur partenaire, aussi longtemps qu'elles feront l'objet de harcèlement sexuel au travail, les femmes seront privées du droit fondamental à la sécurité personnelle.

Lorsqu'une personne est privée de ce droit fondamental, elle souffre sur beaucoup de plans. Elle ne peut pas marcher dans la rue sans avoir peur, elle ne peut pas se sentir en sécurité à la maison, à l'université ou au travail, elle ne peut pas vivre sans regarder constamment par-dessus son épaule et sans s'inquiéter des gens avec qui elle doit traiter.

La violence contre les femmes au Canada est tragiquement associée à leur incapacité d'atteindre l'égalité dans notre société. La violence contre les femmes est profondément enracinée dans nos processus de socialisation, notre structure du pouvoir et nos institutions. Ce problème existe partout dans notre société, y compris dans notre système judiciaire, les médias, le système de santé ainsi que les secteurs de l'enseignement et des services sociaux.

L'égalité des femmes va de pair avec l'éradication de la violence. L'égalité économique donnera aux femmes la liberté de se sortir des situations où elles sont soumises à de mauvais traitements et de reconstruire leur vie et celle de leurs enfants. L'égalité politique permettra aux femmes de prendre part aux décisions qui touchent leur vie et la vie de leur famille. L'égalité sociétale représente la voie par laquelle nous pourrions nous débarrasser des